

STRATEGIE
DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
EN MATIERE
DE SECURITE NATIONALE

SEPTEMBRE 2002

LA MAISON BLANCHE
WASHINGTON

Les grandes luttes qui, au siècle dernier, opposèrent liberté et totalitarisme ont débouché sur la victoire décisive des forces au service de la première – et sur un unique modèle durable pour le succès de la nation : celui de la liberté, de la démocratie et de la libre entreprise. En ce XXI^e siècle, seules les nations qui ont en commun l’engagement de protéger les droits de base de la personne humaine et de garantir la liberté au plan politique et économique pourront laisser s’épanouir le potentiel de leur peuple et assurer leur prospérité de demain. En tous lieux, les personnes aspirent à pouvoir s’exprimer sans contrainte, à choisir leurs gouvernants, à pratiquer leur religion comme elles l’entendent, à instruire leurs enfants – garçons et filles, à devenir propriétaires et à jouir des fruits de leur travail. Ces valeurs de la liberté sont justes et vraies pour tout un chacun, dans toutes les sociétés – et le devoir de protéger ces valeurs de leurs ennemis est la vocation commune à tous les peuples épris de liberté à travers la planète et par delà les époques.

De nos jours, les Etats-Unis occupent une position de puissance militaire sans précédent et exercent une influence économique et politique d’ordre majeur. Fidèles à notre héritage et à nos principes, nous n’usons pas de notre puissance pour en tirer des avantages unilatéraux. Nous préférons agir aux fins d’établir un équilibre des pouvoirs propice à la liberté de l’homme : un cadre dans lequel toutes les nations et toutes les sociétés peuvent choisir, pour elles-mêmes, les récompenses et les défis inhérents à la liberté politique et économique. Dans un monde sûr, les personnes pourront œuvrer à l’amélioration de leur propre vie. Nous défendrons la liberté en combattant terroristes et tyrans. Nous préserverons la paix en nouant de bonnes relations avec les grandes puissances. Nous élargirons le champ de la paix en encourageant l’avènement de sociétés libres et ouvertes sur chaque continent.

Défendre la nation contre ses ennemis est l’engagement premier et fondamental de l’administration fédérale des Etats-Unis. Aujourd’hui, cette tâche est radicalement différente. Dans le passé, les ennemis s’appuyaient sur de grandes armées et capacités industrielles pour menacer les Etats-Unis d’Amérique. Désormais, de mystérieux réseaux de personnes peuvent apporter force chaos et souffrances sur nos rives pour un prix inférieur à celui d’un seul char d’assaut. Les terroristes se sont organisés pour pénétrer des sociétés ouvertes et retourner le pouvoir de la technologie moderne contre nous.

Pour terrasser cette menace, il nous faut faire usage de chaque outil présent dans notre arsenal – puissance militaire, meilleures défenses du territoire national, polices, renseignement et menée d’efforts vigoureux aux fins de tarir le financement des terroristes. La guerre contre les terroristes

qui couvrent le monde entier est une entreprise planétaire de durée incertaine. Les Etats-Unis d'Amérique aideront les pays qui ont besoin de notre appui pour combattre la terreur. Et les Etats-Unis d'Amérique demanderont des comptes aux pays qui se sont compromis avec elle, y compris à ceux qui accueillent des terroristes – parce que les alliés de la terreur sont les ennemis de la civilisation. Les Etats-Unis et les pays qui coopèrent avec eux ne doivent pas laisser les terroristes implanter de nouveaux centres d'opérations. A chaque instant, nous chercherons, de concert, à les priver de sanctuaire.

Le plus grave danger auquel notre nation se trouve confrontée gît au carrefour du radicalisme et de la technologie. Nos ennemis ont ouvertement déclaré être en quête d'armes de destruction massive et les preuves recueillies indiquent qu'ils s'y emploient avec détermination. Mais, les Etats-Unis ne laisseront pas ces efforts aboutir. Nous érigerons des défenses contre les missiles balistiques et d'autres moyens de lancement. Nous allons coopérer avec d'autres pays dans le but de déjouer, d'endiguer et de miner les tentatives menées par nos ennemis pour se doter de technologies dangereuses. Et, par bon sens et par souci d'autodéfense, les Etats-Unis d'Amérique agiront contre de telles menaces émergentes avant qu'elles n'arrivent à maturité. Nous ne pouvons défendre les Etats-Unis d'Amérique et nos amis au moyen de vœux pieux. Nous devons donc être prêts à faire échouer les plans de nos ennemis, en nous appuyant sur le renseignement le meilleur et en agissant avec réflexion. L'histoire jugera sévèrement ceux qui virent ce danger approcher mais omirent d'agir. Dans ce monde nouveau qui est le nôtre, une seule voie mène à la paix et à la sécurité : celle de l'action.

Tout en défendant la paix, nous allons aussi tirer aussi parti d'une occasion historique de préserver la paix. Aujourd'hui, la communauté internationale voit se dresser la meilleure chance depuis l'avènement de l'Etat-nation au XXVIIe siècle de construire un monde où les grandes puissances sont en lice dans la paix et non en préparation continue pour la guerre. Aujourd'hui, les grandes puissances du monde se retrouvent du même côté – unies par les dangers communs que posent la violence et le chaos terroristes. Les Etats-Unis prendront appui sur ces intérêts communs pour promouvoir la sécurité à l'échelle planétaire. Nous sommes aussi de plus en plus soudés par des valeurs que nous défendons en commun. La Russie vit une transition porteuse d'espoir, tendue vers un avenir démocratique et partenaire dans la lutte contre la terreur. Les dirigeants chinois découvrent que la liberté économique est la seule source de richesse nationale. Au fil du temps, ils se rendront compte que la liberté sociale et politique est la seule source de grandeur nationale. Les Etats-Unis d'Amérique encourageront la promotion de la démocratie et l'ouverture économique dans ces deux pays, car ce sont là les meilleurs fondements de stabilité nationale et d'ordre international. Nous résisterons avec force à

l'agression provenant d'autres grandes puissances – tout en accueillant favorablement leur quête pacifique de prospérité, d'échanges économiques et d'avancement culturel.

Enfin, les Etats-Unis saisiront ce moment propice pour étendre les avantages de la liberté à travers le monde. Nous oeuvrerons avec énergie pour apporter l'espoir de la démocratie, du développement, de la liberté des marchés et du commerce dans chaque coin du monde. Les événements du 11 septembre 2001 nous ont appris que les Etats faibles, comme l'Afghanistan, peuvent autant menacer nos intérêts nationaux que les Etats forts. Ce n'est pas la pauvreté qui transforme ses victimes en terroristes et en meurtriers. Mais le dénuement, la faiblesse des institutions et la corruption peuvent rendre un Etat faible vulnérable aux réseaux terroristes et aux cartels de trafiquants de drogue qui sévissent au sein sur leur territoire.

Les Etats-Unis épauleront n'importe quelle nation résolue à bâtir un avenir meilleur et soucieuse de recueillir les fruits de la liberté au profit de son peuple. La liberté des échanges commerciaux et la liberté des marchés ont prouvé qu'elles étaient capables d'arracher des sociétés entières des griffes de la pauvreté – c'est ainsi que les Etats-Unis oeuvreront avec un pays à la fois, une région entière et avec la communauté commerciale commerçante tout entière aux fins d'établir un monde qui négocie dans la liberté et, par conséquent, gagne en prospérité. Les Etats-Unis fourniront une plus grande assistance au développement par le biais du compte dit du Défi du nouveau millénaire aux nations qui gouvernent avec justice, investissent dans leur peuple et encouragent la liberté économique. Par ailleurs, nous continuerons à être dans le monde le chef de file des initiatives visant à réduire le terrible tribut que prélève le VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses.

Dans l'élaboration d'un équilibre des pouvoirs propice à la liberté, les Etats-Unis sont guidés par la conviction que toutes les nations sont investies de grandes responsabilités. Les pays qui jouissent de liberté doivent activement combattre la terreur. Les nations qui sont tributaires de la stabilité internationale doivent contribuer à empêcher l'extension des armes de destruction massive. Les pays qui sont en quête d'aide internationale doivent se gouverner avec sagesse de manière à utiliser cette assistance à bon escient. Pour que prospère la liberté, il faut escompter et devoir être comptable de ses actes.

Nous sommes aussi guidés par la conviction qu'aucune nation ne peut, seule, bâtir un avenir plus sûr et meilleur. Les alliances et les institutions multilatérales peuvent multiplier la force des nations éprises de liberté. Les Etats-Unis ont pris un engagement envers des institutions établies de longue date comme les Nations unies, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation des Etats américains et l'OTAN ainsi qu'envers d'autres alliances anciennes. Les coalitions de

nations volontaires peuvent augmenter l'apport de ces institutions permanentes. En tout cas, il faut prendre les obligations internationales au sérieux et non s'y atteler de manière symbolique, en incitant à soutenir un idéal, sans œuvrer à sa réalisation.

La liberté est l'exigence non négociable de la dignité humaine, le droit acquis à la naissance par tout un chacun – dans chaque civilisation. Au fil de l'histoire, la liberté a été menacée par la guerre et par la terreur, elle a été remise en cause par les volontés conflictuelles d'Etats puissants et les visées diaboliques des tyrans. Le dénuement généralisé et la maladie l'ont mise à rude épreuve. Mais, de nos jours, l'humanité a dans les mains l'occasion d'aider la liberté à triompher de tous ces ennemis. Les Etats-Unis saluent la responsabilité qui leur incombe de prendre un rôle directeur dans cette mission noble.

LA MAISON BLANCHE,

17 septembre 2002.

TABLE DES MATIERES

I. GRANDES LIGNES DE LA STRATEGIE INTERNATIONALE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE	1
II. ETRE LE CHAMPION DES ASPIRATIONS A LA DIGNITE HUMAINE	3
III. RENFORCER LES ALLIANCES POUR VAINCRE LE TERRORISME MONDIAL ET ŒUVRER POUR PREVENIR LES ATTAQUES DIRIGEES CONTRE NOUS ET CONTRE NOS AMIS.....	6
IV. AGIR AVEC D'AUTRES AUX FINS DE DESAMORCER LES CONFLITS REGIONAUX	11
V. EMPECHER NOS ENNEMIS DE NOUS MENACER, AINSI QUE NOS ALLIES ET NOS AMIS AVEC DES ARMES DE DESTRUCTIONS MASSIVE	16
VI. FAIRE NAITRE UNE NOUVELLE ERE DE CROISSANCE ECONOMIQUE PLANETAIRE EN LIBERALISANT MARCHES ET COMMERCE	22
VII. ELARGIR LE CERCLE DU DEVELOPPEMENT PAR VOIE D'OUVERTURE DE LA SOCIETE ET LE RENFORCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DEMOCRATIQUE.....	29
VIII. DRESSER UN ORDRE DU JOUR POUR ENTREPRENDRE DES ACTIONS EN COOPERATION AVEC LES AUTRES GRANDS POLES DE PUISSANCE MONDIALE	34
IX. TRANSFORMER LES INSTITUTIONS CHARGEES DE LA SECURITE NATIONALE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE POUR LEUR PERMETTRE DE RELEVER LES DEFIS DU XXIIE SIECLE ET D'EN TIRER PARTI	41

I. GRANDES LIGNES DE LA STRATEGIE INTERNATIONALE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

« La cause défendue par notre nation a toujours été plus grande que la défense de la nation.

Nous luttons, comme toujours, pour une paix juste – une paix propice à la liberté. Nous défendrons la paix des menaces que posent terroristes et tyrans.

Nous préserverons la paix en nouant de bonnes relations avec les grandes puissances.

Et nous étendrons le champ de la paix en encourageant l'avènement de sociétés libres et ouvertes sur chaque continent ».

PRESIDENT BUSH

WEST POINT, NEW YORK

1ER JUIN 2002

Les Etats-Unis jouissent d'une puissance et d'une influence dans le monde qui est sans précédent – et sans égales. Mue par un attachement profond au principe de la liberté, et à la valeur d'une société libre, cette position s'accompagne de responsabilités, d'obligations et d'occasions hors pair. La grande puissance de notre nation doit être mise au service d'un équilibre des pouvoirs propices à la liberté.

Pour la plus grande part du XXe siècle, une grande lutte d'idées a scindé le monde : visions totalitaires destructrices, d'un côté, liberté et égalité de l'autre.

Cette grande lutte est terminée. Les visions militantes de classe, de nation et de race qui avaient promis l'utopie et apporté la détresse ont subi échec et discrédit. Aujourd'hui, les Etats-Unis d'Amérique sont moins menacés par des pays conquérants que par des nations en faillite. Le danger qui nous guette vient moins des flottes et des armées que de technologies qui s'avèreraient catastrophiques aux mains d'une poignée d'aigris. Nous devons déjouer les menaces qui se dressent devant notre nation, nos alliés et nos amis.

C'est aussi pour les Etats-Unis d'Amérique un moment à saisir. Nous allons agir de manière à transformer cet instant d'influence en décennies de paix, de prospérité et de liberté. La stratégie de sécurité nationale retenue par les Etats-Unis reposera sur un internationalisme spécifique aux Américains, lequel reflète la fusion de nos valeurs et de nos intérêts nationaux. Cette stratégie a pour but non seulement de sécuriser le monde mais aussi de le rendre meilleur. Nos jalons sur la voie du progrès sont clairs : liberté politique et économique, relations pacifiques avec les autres Etats et respect de la dignité humaine.

Une voie qui n'appartient pas aux seuls Etats-Unis d'Amérique mais qui s'offre à tous.

Pour atteindre ces jalons, les Etats-Unis s'engagent à :

- être le champion des aspirations de dignité humaine,
- renforcer leurs alliances pour vaincre le terrorisme mondial et œuvrer de manière à prévenir les attaques dirigées contre eux et contre leurs amis,
- agir avec d'autres aux fins de désamorcer les conflits régionaux,
- empêcher leurs ennemis de les menacer, ainsi que leurs alliés et leurs amis, avec des armes de destruction massive,
- faire naître une nouvelle ère de croissance économique planétaire en libéralisant marchés et échanges commerciaux,
- élargir le cercle du développement par voie d'ouverture de la société et le renforcement de l'infrastructure démocratique,
- dresser un ordre du jour pour la menée d'actions en coopération avec les autres grands pôles de puissance mondiale,
- transformer les institutions chargées de la sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique pour leur permettre de relever les défis du XXIe siècle et d'en tirer parti.

II. ÊTRE LE CHAMPION DES ASPIRATIONS A LA DIGNITE HUMAINE

« D'aucuns craignent que parler de Bien et de Mal équivaldrait à manquer de diplomatie ou de politesse. Tel n'est pas mon avis. A circonstances différentes, méthodes différentes, mais pas morale différente ».

PRESIDENT BUSH
WEST POINT, NEW YORK
1ER JUIN 2002

Dans la quête vers ces buts, notre premier impératif est de clarifier ce qui nous motive : les Etats-Unis doivent défendre la liberté et la justice parce que ces principes sont justes et vrais pour tous les peuples, où qu'ils se trouvent. Aucune nation ne peut s'arroger ces aspirations. Et aucune nation ne peut y déroger. Dans toutes les sociétés, pères et mères veulent que leurs enfants étudient et vivent à l'abri de la pauvreté et de la violence. Aucun peuple sur terre ne brûle d'opprimé, n'aspire à la servitude ou n'attend impatientement que la police secrète frappe, à minuit, à sa porte.

Les Etats-Unis d'Amérique doivent fermement appuyer les exigences non négociables de la dignité humaine, de la primauté du droit, des limites imposées au pouvoir absolu de l'Etat, de la liberté d'expression, de la liberté de religion, de la justice pour tous, du respect pour les femmes, de la tolérance religieuse et ethnique et du respect de la propriété privée.

Exigences qui peuvent être satisfaites de bien des manières. La Constitution des Etats-Unis d'Amérique nous a bien servi. Maintes autres nations à l'histoire et à la culture différentes, face à d'autres circonstances, ont incorporé avec succès ces principes de base dans leurs propres systèmes de gouvernance. L'histoire n'a pas été tendre envers les nations qui ont ignoré ou foulé aux pieds les droits et les aspirations de leur peuple. L'expérience de grande démocratie, plurielle sur le plan ethnique, qui est celle des Etats-Unis d'Amérique, étaie notre conviction que les peuples de nombreux héritages culturels et religieux peuvent vivre et prospérer dans la paix. Notre propre histoire est une longue lutte menée pour vivre à la hauteur de nos idéaux. Or même à nos heures les plus sombres, les principes inscrits dans notre Déclaration d'indépendance

étaient là pour nous guider. C'est qui a fait des Etats-Unis d'Amérique non seulement une société plus forte, mais aussi une société plus libre et plus juste.

Aujourd'hui, ces idéaux sont la bouée des défenseurs solitaires de la liberté. Et lorsque vient l'ouverture, nous pouvons encourager le changement – comme nous l'avons fait en Europe centrale et orientale entre 1989 et 1991 ou à Belgrade, en l'an 2000. Lorsque nous voyons des démarches démocratiques s'ancrer chez nos amis de Taiwan ou en République de Corée, des dirigeants élus remplacer les généraux en Amérique latine et en Afrique, nous avons là des exemples de la façon dont des systèmes autoritaires peuvent évoluer, en alliant à l'histoire et aux traditions locales les principes que nous chérissons tous.

Incarnation des leçons de notre passé et armée de l'occasion qui nous est offerte aujourd'hui, la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis doit prendre appui sur ces convictions de fond et regarder de l'avant pour trouver les possibilités d'élargir le champ de la liberté.

Nos principes guideront les décisions de notre gouvernement sur la coopération internationale, les caractéristiques de notre assistance à l'étranger ainsi que l'affectation des ressources. Ils baliseront nos actions et nos paroles au sein des organismes internationaux.

Nous nous engageons :

- à parler honnêtement des entorses faites à l'exigence non négociable de dignité humaine en usant de notre voix et de notre droit de vote dans les institutions internationales aux fins de promouvoir la liberté,
- à employer l'assistance à l'étranger dans le but de servir la liberté et de soutenir ceux qui luttent pour la défendre par la non-violence, en veillant à récompenser les efforts entrepris par les nations qui évoluent en direction de la démocratie,
- à faire de la liberté et de l'essor des institutions démocratiques des thèmes clés de nos relations bilatérales, en entretenant des liens de solidarité et de coopération avec d'autres démocraties, tout en faisant pression sur les gouvernements qui ne respectent pas les droits de l'homme pour qu'ils avancent vers un avenir meilleur, et

- à consentir des efforts particuliers en vue de promouvoir la liberté de religion et de conscience et de les défendre contre les empiètements de régimes répressifs.

Nous serons le champion de la cause de la dignité humaine et nous nous opposerons à ceux qui la bafouent.

III. RENFORCER LES ALLIANCES POUR VAINCRE LE TERRORISME MONDIAL ET ŒUVRER POUR PREVENIR LES ATTAQUES DIRIGÉES CONTRE NOUS ET CONTRE NOS AMIS

« Trois jours seulement après ces événements, les Américains n'ont pas encore de recul historique. Mais notre responsabilité vis-à-vis de l'histoire est d'ores et déjà claire : répondre à ces attaques et débarrasser le monde du Mal. Guerre nous a été déclarée en cachette, par voie de tromperie et de meurtre. Notre nation est pacifique mais farouche lorsque poussée à la colère. Le conflit a commencé à un moment et en des termes choisis par d'autres. Mais nous allons le clore de la manière et à l'heure de notre choix ».

PRESIDENT BUSH

WASHINGTON (CATHEDRALE NATIONALE)

14 SEPTEMBRE 2001

Les Etats-Unis d'Amérique mènent une guerre contre des terroristes capables d'essaimer dans le monde entier. L'ennemi n'est pas un régime politique, pas une personne, une religion ou une idéologie donnée. L'ennemi est le terrorisme – des actes de violence préméditée, à mobile politique, perpétrés contre des innocents.

Dans bien des régions, des griefs légitimes sont un frein à l'émergence d'une paix durable. Ces griefs méritent et doivent être réglés par une démarche politique. Mais aucune cause ne justifie le recours à la terreur. Les Etats-Unis ne feront aucune concession aux exigences terroristes et ne passeront aucun marché avec leurs auteurs. Nous ne faisons pas de distinction entre les terroristes et ceux qui, délibérément, les accueillent ou leur fournissent de l'aide.

La lutte contre le terrorisme mondial se démarque de toute autre guerre menée au cours de notre histoire. Elle sera engagée sur bien des fronts contre un ennemi particulièrement insaisissable et sur un laps de temps prolongé. Le progrès viendra de l'accumulation continue de réussites – dont certaines seront visibles et d'autres non.

Aujourd'hui nos ennemis ont vu les aboutissements de ce que les nations civilisées peuvent faire et feront contre les régimes qui accueillent, soutiennent et emploient le terrorisme pour atteindre leurs visées politiques. L'Afghanistan a été libéré et les forces de la coalition continuent à pourchasser les Taliban et Al-Qaeda. Mais nous n'affrontons pas les terroristes sur ce seul champ de bataille. Des milliers de terroristes entraînés sont toujours en liberté et membres de cellules implantées en Amérique du nord, en Amérique du sud, en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et à travers l'Asie.

Notre priorité est, tout d'abord, de perturber et de détruire les organisations terroristes d'envergure internationale et d'attaquer leurs chefs, leurs centres de commandement, de contrôle et de communications, de les priver de soutien matériel et de moyens financiers. Ce qui aura pour effet de miner les capacités des terroristes à dresser des plans et à opérer.

Nous continuerons à encourager nos partenaires régionaux à mener des efforts coordonnés destinés à isoler les terroristes. Une fois que la campagne régionale aura localisé la menace posée à un Etat particulier, nous lui prêterons concours afin qu'il ait les outils militaires, policiers, politiques et financiers requis pour achever le travail.

Les Etats-Unis poursuivront la collaboration avec leurs alliés en vue de perturber les modes de financement du terrorisme. Nous allons identifier et tarir les sources d'argent du terrorisme, geler les actifs des terroristes et de ceux qui les soutiennent, priver les terroristes d'accès au système financier international, protéger les organisations caritatives légitimes pour empêcher que les terroristes n'en abusent et prévenir le mouvement des fonds terroristes par voie de réseaux financiers de remplacement.

Il reste que cette campagne n'a pas besoin d'évoluer dans cet ordre pour porter ses fruits, c'est l'effet cumulatif de ces mesures prises dans toutes les régions qui nous permettra d'atteindre les buts que nous nous sommes fixés.

Nous nous engageons à perturber et à détruire les organisations terroristes :

- par la menée d'actions directes et continues en nous appuyant sur tous les éléments de notre puissance, à l'échelle nationale et internationale. Dans l'immédiat, nous nous axerons sur les organisations terroristes d'ampleur internationale et sur tout terroriste ou Etat parrain du

terrorisme qui essaie de se procurer ou de se servir d'armes de destruction massive ou de ses précurseurs,

- par la défense des Etats-Unis, du peuple américain et de nos intérêts tant sur le territoire national qu'à l'étranger, en identifiant et en terrassant la menace avant qu'elle n'atteigne nos frontières. Si les Etats-Unis essaieront sans relâche de recueillir le soutien de la communauté internationale, ils n'hésiteront pas à agir seuls, si besoin est, à exercer leur droit de légitime défense en frappant en premier lesdits terroristes, afin de les empêcher de nuire à leur peuple et à leur pays, et
- par voie d'opposition à tout parrainage, soutien et octroi de refuge supplémentaire aux terroristes en convainquant ou en forçant les Etats à accepter leurs responsabilités souveraines.

Nous allons également nous battre sur le terrain des idées afin de remporter le combat contre le terrorisme international. C'est dire que :

- nous userons de l'influence pleine et entière des Etats-Unis et que nous collaborerons étroitement avec nos alliés et amis pour énoncer clairement que tout acte de terrorisme est illégitime de sorte que le recours à la terreur soit considéré sous le même jour que l'esclavage, les actes de piraterie ou le génocide, soit une conduite sur laquelle aucun gouvernement respectable ne saurait fermer les yeux, ne saurait soutenir et qui doit susciter le rejet de tous,
- nous apporterons notre soutien aux gouvernements modérés et modernes, tout particulièrement à ceux du monde musulman, pour veiller à ce que les conditions et les idéologies propices au terrorisme ne tombent en terrain fertile dans aucune nation,
- nous ferons reculer les conditions sous-jacentes qui procréent le terrorisme en convainquant la communauté internationale de concentrer ses efforts et ressources sur les zones les plus exposées au risque, et
- nous pratiquerons une diplomatie publique probante en vue de promouvoir la libre circulation de l'information et des idées aux fins d'éveiller les espoirs et les aspirations de liberté de ceux qui vivent dans les sociétés régies par les parrains du terrorisme international.

Tout en reconnaissant que la meilleure façon de nous défendre est de bien prendre l'offensive, nous nous engageons aussi à renforcer la sécurité des Etats-Unis d'Amérique au sein de leur territoire pour leur assurer protection et dissuader les agressions.

Notre gouvernement a proposé la plus vaste restructuration administrative depuis la création par le Président Truman du Conseil national de sécurité et du ministère de la Défense. Centré sur un nouveau ministère de l'Intérieur, un nouveau commandement militaire unifié et une réorganisation fondamentale du FBI, notre plan d'ensemble pour assurer la sécurité intérieure englobe chaque échelon de l'administration et encourage la coopération entre les secteurs public et privé.

Cette stratégie transformera l'adversité en moment à saisir. A titre indicatif, les systèmes d'intervention en cas d'urgence seront mieux préparés à faire face non seulement à des actes de terrorisme mais à tous les périls. Notre réseau de soins médicaux s'en trouvera renforcé aux fins de gérer la terreur à l'arme biologique mais aussi toutes les maladies infectieuses et les dangers qui causent des hordes de victimes. Nos contrôles aux frontières nous permettrons non seulement d'arrêter les terroristes mais également d'améliorer l'efficacité du transit légitime des biens et des personnes.

L'accent est certes mis sur la protection des Etats-Unis d'Amérique, mais nous n'ignorons pas que, pour vaincre le terrorisme dans le contexte mondialisé d'aujourd'hui, nous avons besoin du soutien de nos alliés et de nos amis. Dans toute la mesure du possible, les Etats-Unis s'appuieront sur les organisations régionales et sur les pouvoirs des Etats pour honorer leurs obligations de combattre la terreur. Et lorsque que les gouvernements verront la lutte contre le terrorisme dépasser leurs capacités, nous viendrons compléter leur volonté et leurs ressources avec toute l'aide requise que nous et nos alliés pouvons fournir.

Tout en pourchassant les terroristes en Afghanistan, nous continuerons à collaborer avec les organisations internationales comme les Nations unies ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales et d'autres pays en vue d'apporter l'assistance humanitaire, politique, économique et sécuritaire requise pour reconstruire ce pays afin que, plus jamais, il ne maltraite son peuple, ne menace ses voisins et n'offre de refuge aux terroristes.

Dans la guerre déclarée au terrorisme mondial, nous n'oublierons jamais que, en définitive, c'est pour vos valeurs démocratiques et notre mode de vie que nous luttons. La liberté et la peur sont en guerre et la fin de ce conflit ne sera ni rapide, ni facile. En prenant la tête de la campagne contre le terrorisme, nous sommes en train de forger de nouveaux rapports internationaux productifs et de redéfinir les relations existantes d'une manière qui permette de relever les défis du XXIe siècle.

IV. AGIR AVEC D'AUTRES AUX FINS DE DESAMORCER LES CONFLITS REGIONAUX

«Nous bâtirons un monde empreint de justice ou bien nous vivrons dans un monde fait de coercition. L'envergure des responsabilités qui nous incombe en partage donne une si petite allure à nos désaccords ».

PRESIDENT BUSH

BERLIN

23 MAI 2002

Les nations concernées doivent rester activement engagées dans les tâches de règlement des différends régionaux d'importance cruciale pour éviter l'escalade explosive de la situation et minimiser les souffrances humaines. Dans un monde où toujours plus de liens se tissent, une crise régionale peut mettre à mal nos alliances, raviver les rivalités entre grandes puissances et engendrer d'épouvantables atteintes à la dignité humaine. Lorsque flambe la violence et que faillissent les gouvernements, les Etats-Unis oeuvreront avec leurs amis et partenaires aux fins de soulager les souffrances et de rétablir la stabilité.

Nulle doctrine ne peut anticiper chacune des circonstances qui justifierait une action – directe ou indirecte – de la part des Etats-Unis. Les ressources politiques, économiques et militaires dont nous disposons pour atteindre nos priorités dans le monde ont un caractère fini. Les Etats-Unis aborderont chaque cas en gardant les principes stratégiques suivants à l'esprit :

- les Etats-Unis devraient investir temps et ressources aux fins de bâtir des institutions et des rapports internationaux qui peuvent contribuer à gérer les crises locales lorsqu'elles apparaissent,
- les Etats-Unis doivent être réalistes quant à leur capacité d'épauler ceux qui ne sont pas désireux ou prêts à s'aider eux-mêmes. Dans les cas et dans les lieux où les personnes font leur part, nous serons disposés à agir de manière résolue.

Le conflit israélo-palestinien est d'importance capitale sous l'angle du tribut payé en souffrances humaines, en raison des liens étroits qui unissent les Etats-Unis d'Amérique et l'Etat d'Israël et des nations arabes clés et vu le poids de cette région à l'aune d'autres priorités mondiales des Etats-Unis. Il ne saurait y avoir de paix pour aucun des deux côtés sans liberté pour les deux bords. Les Etats-Unis d'Amérique sont engagés à promouvoir l'établissement d'une Palestine indépendante et démocratique, vivant aux côtés d'Israël dans la paix et la sécurité. A l'instar de tous les autres peuples, les Palestiniens méritent un gouvernement qui serve leurs intérêts et écoute leurs propos. Les Etats-Unis continueront à encourager toutes les parties à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités tout en cherchant un règlement d'ensemble et juste à ce conflit.

Les Etats-Unis, la communauté internationale des bailleurs de fonds et la Banque mondiale sont prêts à collaborer avec un gouvernement palestinien réformé sur les questions de développement économique, d'aide humanitaire accrue ainsi que sur le lancement d'un programme visant à établir, à financer et à suivre les travaux d'un pouvoir judiciaire véritablement indépendant. Si les Palestiniens épousent les idéaux de la démocratie et de la primauté du droit, confrontent la corruption et rejettent fermement la terreur, ils peuvent compter sur le soutien des Etats-Unis d'Amérique pour la création d'un Etat qui leur est propre.

Israël a également beaucoup à gagner dans le succès d'une Palestine démocratique. L'occupation permanente fragilise l'identité et le régime démocratique d'Israël. C'est ainsi que les Etats-Unis ne cessent de mettre les dirigeants israéliens au défi de prendre des mesures concrètes propices à l'établissement d'un Etat palestinien viable et crédible. Au fil des progrès constatés vers plus de sécurité, les forces israéliennes doivent se retirer complètement sur les positions qui étaient les leurs avant le 28 septembre 2000. Et en accord avec les recommandations formulées par la Commission Mitchell, il faut que cesse l'installation de colonies de peuplement israélien supplémentaires en territoire occupé. Au fil du reflux de la violence, il convient de rétablir la liberté de circulation et de permettre aux Palestiniens innocents de reprendre leur travail et une vie normale. Les Etats-Unis peuvent jouer un rôle crucial mais, en dernière instance, la paix ne peut durablement s'installer que si Israéliens et Palestiniens règlent leurs problèmes et mettent fin au conflit qui les oppose.

En Asie du sud, les Etats-Unis ont également souligné la nécessité pour l'Inde et le Pakistan de venir à bout de leurs différends. Notre administration a investi, en temps et en ressources, dans l'établissement de solides relations bilatérales avec l'Inde et le Pakistan. La force de ces rapports nous a ensuite donné de l'ascendant pour jouer un rôle constructif lorsque les tensions dans la région ont atteint un point d'orgue. S'agissant du Pakistan, il a été donné un coup de fouet à nos relations bilatérales lorsque ce pays a choisi de se joindre à la guerre contre la terreur et d'évoluer en direction de l'établissement d'une société plus ouverte et tolérante. Notre administration voit que l'Inde a le potentiel de devenir l'une des grandes puissances démocratiques du XXI^e siècle et a œuvré d'arrache-pied pour transformer nos relations en conséquence. Notre apport dans ce différend régional, qui s'appuie sur des investissements effectués précédemment dans nos relations bilatérales, est tout d'abord de rechercher les étapes concrètes qui, prises par l'Inde et le Pakistan, pourraient permettre de désamorcer la confrontation militaire.

L'Indonésie a pris des mesures courageuses en vue de se doter d'une démocratie fonctionnelle et de respecter le principe de la primauté du droit. En faisant montre de tolérance vis-à-vis des minorités ethniques, en respectant l'Etat de droit et en acceptant d'ouvrir ses marchés, l'Indonésie pourrait parvenir à mettre le moteur des possibilités à son service, lequel a aidé certains de ses voisins à sortir du dénuement et du désespoir. C'est l'esprit d'initiative dont a fait preuve l'Indonésie qui permet à l'aide des Etats-Unis de laisser sa marque.

Dans l'hémisphère ouest, nous avons construit des coalitions souples avec des pays qui partagent nos priorités, particulièrement avec le Mexique, le Brésil, le Canada, le Chili et la Colombie. De concert, nous allons promouvoir l'avènement d'un hémisphère véritablement démocratique où notre intégration viendra servir la sécurité, la prospérité, l'ouverture de possibilités et l'espoir. Nous collaborerons avec des institutions régionales et des processus comme le Sommet des Amériques, l'Organisation des Etats américains (OEA) et le ministère de la Défense des Amériques pour le bien de l'hémisphère dans son ensemble.

Certaines parties d'Amérique latine sont aux prises avec un conflit régional, tout particulièrement celui que suscite la violence des cartels de drogue et de leurs complices. Ce conflit et un trafic de stupéfiants débridé pourraient mettre en péril la santé et la sécurité des Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle nous avons formulé une stratégie énergique en vue,

d'une part, d'aider les pays andins à ajuster leurs économies, faire respecter leurs lois, vaincre les organisations terroristes et tarir les approvisionnements de drogue et, d'autre part – ce qui est aussi important, d'œuvrer à réduire la demande de stupéfiants dans notre propre pays.

En Colombie, nous constatons l'existence d'un lien entre les groupes terroristes et extrémistes qui remettent en cause la sécurité de l'Etat et le trafic de drogue qui contribue à financer les opérations de ces groupes. Nous agissons de manière à aider la Colombie à défendre ses institutions démocratiques et à vaincre les groupes illégalement armés tant de droite que de gauche, à exercer une souveraineté efficace sur la totalité du territoire national et à apporter un minimum de sécurité au peuple colombien.

En Afrique, promesses et possibilités existent aux côtés de la maladie, des guerres et du dénuement extrême. Un état de fait qui remet en cause à la fois une valeur fondamentale pour les Etats-Unis – celle de préserver la dignité humaine – et notre priorité stratégique – celle de lutter contre la terreur à l'échelle mondiale. Les intérêts et les principes défendus par les Américains pointent donc dans la même direction : nous collaborerons avec d'autres pour promouvoir un continent africain qui vive dans la liberté, la paix et dans une prospérité grandissante. De concert avec nos alliés européens, nous devons contribuer à renforcer les Etats fragiles du continent, à étoffer les capacités des pays à sécuriser des frontières poreuses et à consolider l'infrastructure de police et de renseignement pour priver les terroristes de refuges.

Un environnement plus létal encore existe en Afrique avec les guerres civiles locales qui débordent de leurs frontières pour créer des zones de conflit régional. Sceller des coalitions de volontaires et des arrangements de sécurité fondés sur la coopération sont deux moyens essentiels de faire face à ces dangers transnationaux émergents.

L'immensité et la diversité de l'Afrique exigent d'adopter une stratégie de sécurité qui privilégie l'engagement bilatéral et bâtit des coalitions de volontaires. Notre administration s'axera sur trois stratégies étroitement liées pour la région :

- les pays qui exercent un impact majeur alentour comme l'Afrique du sud, le Nigéria, le Kenya et l'Ethiopie sont des points d'ancrage pour l'engagement régional et exigent une attention pointue,
- la coordination avec les alliés d'Europe et les institutions internationales est essentielle pour arbitrer les conflits de manière constructive et mener des opérations de paix réussie, et
- il convient de renforcer les Etats du continent capables de se réformer et les organisations sous-régionales, en tant que moyens principaux de parer aux menaces transnationales de manière soutenue.

En dernière instance, la voie de la liberté politique et économique offre l'itinéraire le plus sûr en direction du progrès en Afrique subsaharienne où les guerres, pour la plupart, sont des conflits au sujet du partage des ressources matérielles et de la participation à la vie politique souvent menés de manière tragique, sur fond de différences ethniques et religieuses. L'avènement de l'Union africaine et l'engagement qu'elle a pris en faveur de la bonne gouvernance et de la responsabilité commune pour instituer des systèmes politiques démocratiques ouvre des possibilités de fortifier la démocratie sur le continent.

V. EMPECHER NOS ENNEMIS DE NOUS MENACER, AINSI QUE NOS ALLIES ET NOS AMIS AVEC DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

« Le plus grave danger menaçant la liberté gît au carrefour du radicalisme et de la technologie. Lorsque se répandent les armes chimiques, biologiques et nucléaires ainsi que la technologie des missiles balistiques – si cela devait se produire, un Etat même faible et de petits groupes pourraient détenir le pouvoir catastrophique de frapper de grandes nations. Nos ennemis ont déclaré cette intention même et ont été pris à rechercher ces terribles armes. Ils veulent la capacité de nous faire chanter, ou de nous nuire ou de porter atteinte à nos amis – ce à quoi nous nous opposerons de toute notre force ».

PRESIDENT BUSH
WEST POINT, NEW YORK
1^{ER} JUIN 2002

La nature de la Guerre froide avait contraint les Etats-Unis – de pair avec leurs alliés et amis – à privilégier l'idée de dissuader l'ennemi de recourir à la force, engendrant la triste stratégie de destruction mutuelle assurée. Avec l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la Guerre froide, notre environnement de sécurité s'est radicalement transformé.

Ayant fait de la coopération, et non plus de la confrontation, la marque distinctive de nos rapports avec la Russie, les dividendes sont désormais évidents : fini l'équilibre de la terreur qui nous divisait, réduits sont les arsenaux nucléaires des deux bords. Puis vint la coopération dans des domaines comme le contre-terrorisme et la défense anti-missile, ce qui, jusqu'à une date récente, dépassait l'entendement.

Mais de nouveaux défis mortels ont émergé des états voyous et des terroristes. Aucune de ces menaces contemporaines ne saurait rivaliser avec la puissance de destruction pure que l'Union soviétique avait dirigée contre nous. Pourtant, la nature et les mobiles de ces nouveaux adversaires, leur détermination à se procurer des moyens destructeurs jusque-là à la seule disposition des Etats

du monde les plus forts et la probabilité accrue qu'ils usent d'armes de destruction massive à notre rencontre ajoutent complexité et danger à l'environnement de sécurité actuel.

Dans les années 1990, nous avons vu naître un petit nombre d'états voyous qui, à quelques grandes différences près, partagent un certain nombre de caractéristiques. Ces Etats :

- brutalisent leur propre peuple et gaspillent les ressources nationales au profit personnel de leurs dirigeants,
- affichent un mépris du droit international, menacent leurs voisins et enfreignent sans vergogne les traités internationaux auxquels ils sont parties,
- sont résolus à acquérir des armes de destruction massive ainsi que d'autres technologies militaires de pointe pour s'en servir comme instruments de menace ou passer à l'offensive aux fins de promouvoir les visées agressives de leur régime,
- parrainent le terrorisme à travers le monde, et
- rejettent les valeurs afférentes aux droits fondamentaux de la personne humaine, abhorrent les Etats-Unis et tout ce qu'ils défendent.

A l'époque de la Guerre froide, nous avons obtenu la preuve irréfutable que les visées de l'Iraq ne se limitaient pas aux armes chimiques dont il avait fait usage contre l'Iran et son propre peuple mais englobait aussi les armes nucléaires et les agents biologiques. Ces dix dernières années, la Corée du nord est devenue le principal fournisseur mondial de missiles balistiques, testant des systèmes de plus en plus performants tout en développant son propre arsenal d'armes de destruction massive. D'autres régimes voyous sont également à la recherche d'armes nucléaires, biologiques et chimiques. La quête de ces Etats pour acquérir et négocier de telles armes est une menace qui se dresse devant toutes les nations.

Nous devons être prêts à arrêter les Etats voyous et leurs clients terroristes avant qu'ils ne parviennent à menacer ou à se servir d'armes de destruction massive contre les Etats-Unis, nos alliés et nos amis. Notre riposte doit pleinement tirer parti des alliances renforcées, de l'établissement de nouveaux partenariats avec les adversaires d'antan, de l'innovation dans la

mise à contribution des forces militaires, des technologies modernes -- dont le développement d'un système probant de défense anti-missiles -- et d'un accent accru sur la collecte et l'analyse du renseignement.

Notre stratégie d'ensemble pour combattre les armes de destruction massive inclut les volets suivants :

- *une politique volontariste de contre-prolifération.* Nous devons dissuader et nous défendre contre la menace avant qu'elle ne se manifeste. Nous devons veiller à ce que des capacités clés – comme la détection, la défense passive et active et les moyens de contre-intervention – soient intégrés dans le courant de la transformation de notre défense et dans nos systèmes de sécurité intérieure. Les efforts de contre-prolifération doivent aussi faire corps avec la doctrine, l'entraînement et l'équipement de nos forces et ceux de nos alliés pour garantir notre suprématie dans tout conflit nous opposant à des adversaires dotés d'armes de destruction massive,
- *un renforcement de la politique de non-prolifération pour empêcher les Etats voyous et les terroristes de se procurer les matières, les technologies et les compétences expertes nécessaires pour fabriquer des armes de destruction massive.* Nous allons intensifier les efforts de diplomatie, de contrôle des importations à l'échelle multilatérale et de l'aide destinée à faire reculer ces menaces dont le but est d'empêcher les Etats et les terroristes en quête d'armes de destruction massive et, si besoin est, de confisquer les technologies et matières requises pour ces armements. Nous continuerons à renforcer les coalitions à l'appui de ces efforts et à encourager un soutien politique et financier accru en faveur des programmes de non-prolifération et de réduction de la menace. Le récent accord adopté au sommet du G-8 d'engager jusqu'à 20 milliards de dollars pour mettre sur pied un partenariat mondial contre la prolifération constitue un pas d'importance majeure dans ce sens,
- *une gestion probante des conséquences pour riposter à l'impact de l'emploi d'armes de destruction massive, de la part de terroristes ou d'Etats hostiles.* En réduisant le plus possible les effets du recours à des armes de destruction massive contre notre peuple, nous contribuerons à dissuader ceux qui possèdent de telles armes et ceux qui cherchent à s'en procurer, en les persuadant qu'ils ne parviendront pas à atteindre leurs

visées. Les Etats-Unis doivent aussi être prêts à riposter aux répercussions de l'usage d'armes de destruction massive contre nos forces à l'étranger et à aider amis et alliés, en cas d'attaque.

Il nous a fallu presque une décennie pour cerner la véritable nature de cette menace nouvelle. Etant donné les buts que se sont fixés Etats voyous et terroristes, les Etats-Unis ne peuvent plus désormais recourir uniquement à une attitude de réaction comme nous l'avons fait dans le passé. L'incapacité à dissuader un attaquant éventuel, le caractère immédiat des dangers actuels et l'ampleur du préjudice qui pourrait être causé par les armes choisies par nos adversaires n'autorisent pas cette option. Nous ne pouvons laisser nos ennemis frapper en premier.

- A l'époque de la guerre froide, tout particulièrement après la crise des missiles avec Cuba, nous étions confrontés à un adversaire globalement attaché au statut quo et répugnant à prendre des risques. La dissuasion constituait alors une défense efficace. Mais la dissuasion qui repose uniquement sur la menace de représailles a moins de chances de porter ses fruits contre les dirigeants d'Etats voyous, plus désireux de prendre des risques, de jouer avec la vie de leur peuple et avec les richesses de leur nation.
- A l'époque de la guerre froide, les armes de destruction massive étaient considérées comme des instruments de dernier ressort dont l'emploi impliquait le risque de détruire ceux qui s'en servaient. Aujourd'hui, nos ennemis considèrent les armes de destruction massive comme des armes de choix. Pour les Etats voyous, ces armes sont des outils d'intimidation et d'agression militaire à l'encontre de leurs voisins. Ces armes pourraient aussi permettre à ces Etats d'essayer de faire chanter les Etats-Unis et leurs alliés pour les dissuader ou les empêcher de contrer leur conduite agressive. Ces Etats considèrent aussi ces armes comme le meilleur moyen de surmonter la supériorité en armes conventionnelles des Etats-Unis.
- Les notions traditionnelles de dissuasion seront inopérantes contre un ennemi terroriste dont les tactiques reconnues sont la destruction aveugle et le ciblage d'innocents, dont les soi-disant soldats cherchent à devenir martyrs dans la mort et dont le moyen de protection le plus puissant est l'absence de patrie. Le

chevauchement qui existe entre les Etats qui parrainent le terrorisme et ceux qui cherchent à acquérir des armes de destruction massive nous contraint à l'action.

Depuis des siècles, le droit international reconnaît qu'une nation n'a pas besoin de subir une attaque pour pouvoir légalement prendre des mesures en vue de se défendre contre des forces qui présentent un danger d'attaque imminent. Les chercheurs en droit et les juristes internationaux assujettissent la légitimité d'une frappe préventive à l'existence d'une menace imminente – le plus souvent sous forme de mobilisation visible de forces terrestres, navales et aériennes se préparant à l'attaque.

Nous devons adapter la notion de menace imminente aux capacités et aux objectifs des adversaires actuels. Les Etats voyous et les terroristes ne cherchent pas à nous attaquer à l'aide de moyens conventionnels. Ils savent qu'ils échoueraient. Ils préfèrent opter pour les actes de terreur et, éventuellement, pour l'arme de destruction massive – qui est facile à dissimuler, lancée subrepticement et utilisée sans préavis.

Les cibles de ces attaques sont nos forces militaires et notre population civile, en contravention directe de l'un des piliers du droit de la guerre. Comme les pertes du 11 septembre 2001 l'ont établi, le nombre massif de victimes civiles est l'objectif précis des terroristes, lequel viendrait à croître de manière exponentielle si les terroristes parvenaient à se procurer et à se servir d'armes de destruction massive.

Depuis longtemps, les Etats-Unis gardent l'option de mener des actions de frappe préventive aux fins de contrer un danger qui menace suffisamment notre sécurité nationale. Plus le danger est grand, plus le risque d'inaction l'est aussi – et plus incontestable l'argument de frapper pour devancer une attaque, même si la date et le lieu de l'attaque restent incertaines. Si besoin est, les Etats-Unis engageront des frappes préventives aux fins de prévenir ou d'empêcher la perpétration d'actes hostiles par nos adversaires.

Les Etats-Unis ne vont pas recourir à la force dans tous les cas aux fins d'éliminer des menaces émergentes et il ne faudrait pas davantage qu'un pays use de frappes préventives comme prétexte pour mener une agression. Cependant, à une époque où les ennemis de la civilisation cherchent de manière ouverte et résolue à se doter des technologies les plus destructrices dans le monde, les Etats-Unis ne peuvent rester les bras croisés alors que le danger prend forme.

Nous agissons toujours posément, en pesant les conséquences de nos actes. Pour étayer nos options de frappe préventive, nous allons :

- développer des moyens de renseignement de meilleure qualité, plus intégrés afin de pouvoir obtenir des informations exactes et en temps utile sur les menaces, quel que soit leur point d'émergence,
- établir une coordination étroite avec les alliés pour dresser, en commun, le bilan des menaces les plus dangereuses, et
- poursuivre la transformation de nos forces militaires pour être à même d'engager des opérations rapides et précises qui déboucheront sur des résultats décisifs.

Nos actions auront toujours pour but d'éliminer un danger déterminé qui menace les Etats-Unis ou bien nos alliés et amis. Clairs seront les mobiles de nos actions, mesuré le degré de force employé et juste la cause que nous défendons.

VI. FAIRE NAITRE UNE NOUVELLE ÈRE DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLANÉTAIRE EN LIBÉRALISANT MARCHÉS ET COMMERCE

« Lorsqu'une nation ferme ses marchés et que quelques privilégiés accaparent les perspectives d'avenir, aucun montant – aucun montant – d'aide au développement ne saurait suffire. Mais lorsqu'une nation respecte son peuple, ouvre ses marchés, investit dans la santé et l'enseignement, c'est chaque dollar d'aide, chaque dollar de recettes commerciales et de capital national qui peut mieux fructifier ».

PRESIDENT BUSH
MONTERREY, MEXIQUE
22 MARS 2002

Une économie mondiale forte consolide notre sécurité nationale en servant la prospérité et la liberté dans le reste du monde. La croissance économique nourrie par la liberté des échanges commerciaux et des marchés est source de création d'emplois et de hausse de revenus. Elle permet de sortir de la pauvreté, elle aiguillonne la réforme économique et juridique, elle galvanise la lutte contre la corruption et renforce les habitudes de liberté.

Nous porterons la croissance économique et la liberté économique au-delà des rivages des États-Unis d'Amérique. C'est à chaque gouvernement qu'il incombe de définir sa propre politique économique et de relever ses propres défis de croissance. Nous profiterons de nos contacts économiques avec d'autres pays pour souligner les avantages de mesures qui sont source de productivité accrue et de croissance économique soutenue, notamment comme suit :

- par l'adoption de mesures juridiques et réglementaires favorables à la croissance et propices à l'investissement privé, à l'innovation et à l'activité des entreprises,
- par l'adoption de mesures fiscales – en abaissant notamment le taux d'imposition marginal – pour de meilleures incitations au travail et à l'investissement,

- par le respect de la primauté du droit et l'absence de complaisance vis-à-vis de la corruption pour que les citoyens soient certains de jouir des fruits de les activités économiques,
- par la mise en place de systèmes financiers qui permettront d'utiliser le capital le plus efficacement possible,
- par l'adoption de mesures budgétaires qui viendront appuyer l'activité des entreprises,
- par des investissements dans la santé et l'enseignement aux fins d'améliorer le bien-être et les qualifications de la main d'œuvre et de la population dans son ensemble, et
- par la liberté des échanges commerciaux, laquelle ouvre de nouvelles voies de croissance et encourage la diffusion des technologies et des idées qui sont sources de productivité et de perspectives plus larges.

L'enseignement de l'histoire est sans ambiguïté : c'est l'économie de marché et non un régime de commandement et de contrôle, où l'Etat a la main lourde, qui est le meilleur moyen de promouvoir la prospérité et de faire reculer la pauvreté. Les mesures qui s'attachent à renforcer les incitations et les institutions du marché sont pertinentes pour toutes les économies – pour les pays industrialisés, les marchés émergents et le monde en développement.

Le retour à une croissance économique soutenue en Europe et au Japon revêt une importance vitale pour les intérêts de sécurité nationale des Etats-Unis. Nous voulons que nous alliés jouissent d'économies fortes pour leur bien à eux, celui de l'économie mondiale et pour le bien de la sécurité planétaire. Les efforts menés en Europe aux fins de lever les barrières structurelles qui existent dans leurs économies sont particulièrement importants à cet égard, tout comme ceux du Japon pour arrêter la déflation et remédier au problème de prêts non productifs constatés dans le système bancaire. Nous continuerons à nous servir de nos consultations régulières avec le Japon et avec nos partenaires européens – y compris par le biais du groupe des 7 (G-7) – pour discuter des mesures qu'ils adoptent en vue de promouvoir l'essor de leurs économies et d'encourager une croissance économique mondiale plus élevée.

Améliorer la stabilité des marchés émergents est également central pour la croissance économique mondiale. Il faut des flux de capitaux destinés à l'investissement afin d'élargir le potentiel productif des pays. Ce sont ces flux qui permettent aux marchés émergents et aux pays en développement d'effectuer les investissements requis pour relever les conditions de vie et amoindrir la pauvreté. Notre objectif à long terme devrait être celui d'un monde dans lequel tous les pays disposent d'une réputation de solvabilité de classe investissement qui leur permette d'accéder aux marchés de capitaux internationaux et d'investir dans leur avenir.

Nous sommes résolus à prendre des mesures qui aideront les marchés émergents à accéder à des flux de capitaux plus vastes, et ce, à moindre coût. A cette fin, nous continuerons à prôner l'adoption de réformes dont le but est de réduire l'incertitude dans les marchés financiers. Nous travaillerons étroitement avec d'autres pays, le Fonds monétaire international (FMI) et le secteur privé pour mettre en œuvre le plan d'action du G-7 qui a été négocié plus tôt cette année dans le but de prévenir les crises financières et de mieux les résoudre lorsqu'elles se produisent.

La meilleure façon de faire face à une crise financière est de ne pas la laisser survenir et nous avons encouragé le FMI à améliorer ses efforts en ce sens. Nous poursuivrons notre collaboration avec le FMI afin qu'il rationalise sa politique de crédit et privilégie une stratégie de prêt propice à la croissance par le biais d'une politique budgétaire et monétaire, de taux de change et financière saine.

La notion de « liberté des échanges commerciaux » a vu le jour en tant que principe moral avant même de devenir un pilier de l'économie. Lorsque l'on peut faire quelque chose auquel d'autres confèrent de la valeur, on devrait alors pouvoir leur vendre ladite chose. Et si d'autres produisent un bien auquel vous attachez de la valeur, vous devriez alors être en mesure de l'acheter. C'est de la liberté au sens propre, à savoir la liberté pour quelqu'un – ou pour une nation – de gagner sa vie. Aux fins de promouvoir la liberté des échanges, les Etats-Unis ont élaboré la stratégie d'ensemble ci-après.

- *Saisir l'initiative à l'échelle planétaire.* Les nouvelles négociations commerciales mondiales que nous avons contribué à lancer à Doha, en novembre 2001, auront un ordre du jour ambitieux, tout particulièrement dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie de transformation et les services, qui devrait être achevé en 2005. Les Etats-Unis ont montré la voie pour mener à bien les formalités d'accès de la Chine et d'une Taiwan démocratique à

l'Organisation mondiale du commerce. Nous appuierons les préparatifs menés par la Russie pour faire de même.

- *Pousser les initiatives régionales.* Les Etats-Unis et d'autres démocraties de l'hémisphère ouest sont convenus de créer la zone de libre-échange des Amériques, initiative qui devrait être close en 2005. Cette année, les Etats-Unis préconiseront la menée de négociations portant sur l'accès aux marchés avec ses partenaires qui seront axées sur l'agriculture, les produits industriels, les services, l'investissement et les marchés publics. Nous allons aussi offrir plus de perspectives au continent le plus pauvre, l'Afrique, en commençant par le faire profiter à part entière des préférences prévues par la loi fédérale sur la croissance et les perspectives économiques en Afrique et progresser vers le libre-échange.
- *Avancer dans le domaine des accords bilatéraux de libre-échange.* Sur la lancée de l'accord de libre-échange signé avec la Jordanie en 2001, cette administration s'emploiera, cette année, à boucler ses pourparlers avec le Chili et Singapour. Notre but est de signer des accords de libre-échange avec un éventail de pays développés et en développement dans toutes les régions du monde. Pour commencer, nous allons nous axer sur l'Amérique centrale, l'Afrique australe, le Maroc et l'Australie.
- *Renouveler le partenariat établi entre le pouvoir exécutif et le Congrès.* Le succès de la stratégie commerciale de n'importe quelle administratif dépend du caractère productif du partenariat établi avec le Congrès. Après un hiatus de 8 ans, cette administration a retrouvé au Congrès un soutien majoritaire en faveur de la libéralisation du commerce en adoptant l'Autorité sur la promotion des échanges et d'autres mesures d'ouverture des marchés pour les pays en développement par le biais de la loi fédérale sur le commerce de 2002. Cette administration oeuvrera avec le Congrès en vue d'adopter de nouveaux accords commerciaux à l'échelle bilatérale, régionale et mondiale qui seront conclus en vertu de la récente Autorité de promotion du commerce.
- *Promouvoir l'articulation entre commerce et développement.* La politique commerciale peut aider les pays en développement à renforcer les droits de propriété, la concurrence, la primauté du droit, l'investissement, la diffusion des connaissances, l'ouverture de la société, l'affectation probante des ressources et l'intégration régionale – autant de facteurs propices à la croissance, à l'ouverture de perspectives et à l'établissement de la confiance dans ces

nations. Les Etats-Unis ont commencé à appliquer la loi fédérale sur la croissance et les perspectives économiques en Afrique dans le but de laisser entrer la quasi-totalité des marchandises produites dans les 35 pays de l'Afrique subsaharienne. Nous allons nous appuyer davantage encore sur les dispositions de cette loi ainsi que sur son homologue pour le bassin Caraïbe et nous poursuivrons notre collaboration avec les institutions multilatérales et régionales aux fins d'aider les pays les plus pauvres à en profiter. Mis à part l'accès au marché, le domaine le plus important où la question du commerce recoupe celle de la pauvreté est celui de la santé publique. Nous veillerons à ce que les règles sur la propriété intellectuelle à l'OMC soient suffisamment souples pour permettre aux pays en développement de pouvoir se procurer les médicaments vitaux pour faire face aux dangers extraordinaires que représentent des maladies comme le VIH/SIDA, la tuberculose et la paludisme.

- *Appliquer les accords commerciaux et les lois réprimant les pratiques déloyales.* Le commerce est tributaire du respect de la règle de droit ; le commerce international dépend, lui, de la capacité à appliquer les accords. Nos plus hautes priorités sont de régler les différends en cours qui nous opposent à l'Union européenne, au Canada et au Mexique et de mener des efforts à l'échelle mondiale en vue d'étudier les règlements qui, dans les domaines des nouvelles technologies, de la science et de la santé, bloquent inutilement les exportations alimentaires et l'amélioration de l'agriculture. S'il est souvent fait usage, de manière abusive, des lois réprimant les pratiques commerciales déloyales, la communauté internationale doit cependant répondre aux justes préoccupations que suscitent les subventions publiques et le dumping. Par ailleurs, il faut repérer et prévenir l'espionnage industriel international qui sape les pratiques honnêtes de concurrence.
- *Aider les industries nationales et les travailleurs à s'adapter.* Nous avons mis en place un cadre juridique bien fondé de sauvegardes transitoires que nous avons employé dans le secteur de l'agriculture et dont nous nous servons, cette année, pour aider l'industrie américaine de l'acier. Les avantages du libre-échange ne se matérialisent que si l'on use de pratiques commerciales honnêtes. Ces sauvegardes sont un moyen de veiller à ce que les avantages du libre-échange ne se concrétisent pas au détriment des travailleurs américains. Les aides à l'ajustement commercial aideront les travailleurs à s'adapter à l'évolution et au caractère dynamique des marchés ouverts.

- *Protéger l'environnement et les travailleurs.* Les Etats-Unis doivent encourager la croissance économique de manière à améliorer la qualité de vie et à élargir la prospérité. C'est ainsi que nous allons intégrer les questions de défense des travailleurs et de l'environnement dans nos négociations commerciales, en créant un « maillage » bien articulé entre les accords multilatéraux sur l'environnement de l'OMC, la contribution de l'Organisation internationale du travail, les programmes de préférence commerciale et les pourparlers sur les échanges dans le but d'améliorer les conditions de travail tout en encourageant le libre-échange.
- *Augmenter la sécurité des approvisionnements énergétiques.* Nous allons renforcer notre propre sécurité dans le secteur de l'énergie ainsi que la prospérité collective de l'économie mondiale en collaborant avec nos alliés, nos partenaires commerciaux et les producteurs afin d'élargir les sources et les types d'énergie fournis dans le monde, tout particulièrement dans l'hémisphère ouest, en Afrique, en Asie centrale et dans la région de la mer Caspienne. Nous poursuivons aussi notre collaboration avec nos partenaires dans le but d'élaborer des technologies énergétiques plus propres et plus efficaces.

Il conviendrait que la croissance économique s'accompagne d'efforts planétaires en vue de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre qui s'y rattache, en les maintenant à un niveau qui ne permet pas aux activités humaines de s'ingérer dangereusement dans les mécanismes du climat planétaire. Notre objectif d'ensemble est de réduire les émissions de gaz à effet de serre produites par les Etats-Unis comparativement à la taille de notre économie, en les faisant reculer de 18 % par unité d'activité économique sur les dix ans à venir, à savoir en 2012. Pour ce faire, nous adopterons les stratégies suivantes :

- nous resterons résolus à appliquer l'accord-cadre des Nations unies aux fins de coopération internationale,
- nous passerons accord avec des secteurs industriels clés aux fins de réduire les émissions de certains gaz à effet de serre les plus nocifs et de donner des crédits transférables aux sociétés en mesure de montrer des baisses réelles dans leurs émissions,
- élaborer des normes améliorées de mesure et d'enregistrement des réductions des émissions,

- encourager la production des énergies renouvelables et de technologies propres d'exploitation du charbon ainsi que de l'énergie nucléaire – qui ne produit pas de gaz à effet de serre, tout en améliorant le rendement énergétique des automobiles et des camions aux Etats-Unis,
- augmenter les crédits consacrés à la recherche et aux nouvelles technologies de conservation d'énergie, pour les porter à 4,5 milliards de dollars – soit la plus grosse enveloppe prévue dans le domaine des études sur le changement climatique de n'importe quel pays du monde et une hausse de 700 millions de dollars par rapport au budget de l'année passée, et
- aider les pays en développement, tout particulièrement les gros émetteurs de gaz à effet de serre, dont la Chine et l'Inde, afin qu'ils disposent des outils et des ressources pour se joindre à cet effort et puissent suivre une voie de croissance plus salubre et de meilleure qualité.

VII. ELARGIR LE CERCLE DU DEVELOPPEMENT PAR VOIE D'OUVERTURE DE LA SOCIETE ET LE RENFORCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DEMOCRATIQUE

« Pendant la Seconde guerre mondiale, nous nous sommes battus pour rendre le monde plus sûr et puis nous avons travaillé pour le reconstruire. Alors que nous lançons la guerre aujourd'hui pour mettre le monde à l'abri de la terreur, nous devons aussi agir pour faire du monde un lieu meilleur pour tous ceux qui l'habitent ».

PRESIDENT BUSH

WASHINGTON (BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT)

14 MARS 2002

Un monde dans lequel certains vivent dans le confort et l'abondance alors que la moitié de l'humanité dispose de moins de deux dollars par jour, n'est ni juste, ni stable. Insérer la totalité des pauvres de la terre dans le cercle grandissant du développement – et des perspectives d'avenir – est un impératif moral et l'une des plus hautes priorités de la politique internationale des Etats-Unis.

Des décennies d'assistance massive au développement ne sont pas parvenues à aiguillonner la croissance économique dans les pays les plus démunis. Pis, cette aide a souvent servi à conforter des politiques qui ont échoué, relâchant la pression en faveur de la réforme et perpétuant la détresse. Les résultats de l'assistance se mesurent généralement en dollars dépensés par les bailleurs de fonds, et non en taux de croissance et en recul de la pauvreté pour les bénéficiaires. Or, ce sont les indicateurs d'une stratégie qui a échoué.

Ouvrant de concert avec d'autres nations, les Etats-Unis font face à cet échec. Nous avons forgé un nouveau consensus à la Conférence des Nations unies relative au financement du développement à Monterrey selon lequel les objectifs visés par l'assistance – et les stratégies retenues pour y parvenir – doivent changer.

Le but de notre administration est de contribuer à libérer le potentiel productif des citoyens de toutes les nations. Or, il est impossible d'aboutir à une croissance soutenue et de faire reculer la pauvreté sans adopter de justes mesures à l'échelle nationale. Lorsqu'un gouvernement institue de véritables changements de politique, nous fournirons de nouveaux montages d'assistance non négligeables. Les Etats-Unis et d'autres pays développés devraient se fixer une cible ambitieuse et précise : celle de doubler l'ampleur des économies les plus pauvres du monde dans le courant d'une décennie.

Pour atteindre ce but, le gouvernement des Etats-Unis appliquera les grandes stratégies ci-après.

- *Débloquer des ressources aux fins d'aider les pays qui ont relevé le défi d'engager une réforme nationale.* Nous proposons d'augmenter de moitié l'enveloppe de base d'assistance au développement octroyé par les Etats-Unis. Tout en poursuivant nos programmes actuels, y compris ceux qui ont trait à l'aide humanitaire en fonction des seules nécessités humaines, ces milliards de dollars d'aide nouvelle viendront alimenter le nouveau compte dit du Défi du millénaire dans le but de financer des projets dans les pays où les responsables gouvernent dans la justice, investissent dans leur peuple et encouragent la liberté économique. Les gouvernements doivent lutter contre la corruption, respecter les droits de base de la personne humaine, épouser le principe de la primauté du droit, investir dans les soins médicaux et l'enseignement, appliquer des mesures économiques responsables et dresser un cadre propice à l'esprit d'entreprise. Le compte dit du Défi du millénaire récompensera les pays qui ont apporté la preuve de changements politiques réels et remettra en cause ceux qui n'ont pas mis en œuvre ces réformes.
- *Améliorer l'efficacité de la Banque mondiale et d'autres banques de développement pour ce qui est d'élever les niveaux de vie.* Les Etats-Unis sont résolus à promouvoir un ordre du jour de réforme d'ensemble afin que la Banque mondiale et les autres institutions multilatérales de développement parviennent mieux à améliorer la vie des pauvres dans le monde. Nous avons inversé la tendance à la baisse dans les contributions des Etats-Unis et proposé une majoration de 18 % de l'apport américain à l'Association internationale de développement (AID) – Fonds de la Banque mondiale destiné aux pays les plus démunis – et au Fonds africain de développement. La clé pour relever le niveau de vie et faire reculer la pauvreté à travers le monde est d'augmenter la productivité, tout particulièrement dans les nations les

plus pauvres. Nous continuerons à insister auprès des banques de développement multilatéral pour qu'elles axent leurs activités sur celles qui engendrent une hausse de la productivité de l'économie, comme des améliorations dans l'enseignement, la santé, la primauté du droit et l'essor du secteur privé. Chaque projet, chaque prêt, chaque subvention doit être apprécié sous l'angle du regain de croissance par voie de productivité qu'il engendre dans les pays en développement.

- *Insister sur l'obtention de résultats mesurables pour veiller à ce que l'aide au développement apporte effectivement un mieux dans la vie des pauvres sur la terre. S'agissant de développement économique, ce qui importe vraiment c'est que davantage d'enfants soient mieux instruits, davantage de personnes aient accès aux soins médicaux et à de l'eau potable ou que plus de travailleurs trouvent un emploi pour améliorer l'avenir de leurs familles. Nous avons l'obligation morale de mesurer le succès de notre assistance au développement à l'aune des résultats obtenus. C'est la raison pour laquelle nous allons continuer à exiger que notre aide au développement ainsi que l'assistance des banques de développement multilatéral définissent des buts mesurables ainsi que des jalons concrets pour parvenir à ces buts. A l'initiative des Etats-Unis, l'accord récent de reconstitution des fonds de l'AID prévoit un système de surveillance et d'évaluation qui mesure les progrès enregistrés par les pays bénéficiaires. Pour la première fois, les bailleurs de fonds peuvent lier une partie de leurs contributions à l'AID à la concrétisation de résultats de développements effectifs et un pourcentage de l'apport américain est assujéti à ces conditions. Nous ferons en sorte de veiller à ce que la Banque mondiale et d'autres institutions de développement multilatéral se basent sur ces progrès de sorte que s'axer sur les résultats des projets fassent partie intégrante de tout ce que ces banques entreprennent.*
- *Augmenter le montant d'aide au développement octroyé sous forme de subventions au lieu de prêts. Le recours accru aux subventions débloquées en fonction des résultats est la meilleure manière d'aider un pays pauvre à effectuer des investissements productifs, particulièrement dans les secteurs sociaux, sans lui faire endosser un fardeau d'endettement toujours plus lourd. A l'initiative des Etats-Unis, le récent accord sur l'AID prévoit une hausse non négligeable du financement par voie de subventions au profit des pays les plus démunis pour l'enseignement, la lutte contre le VIH/SIDA, la santé, la nutrition, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la satisfaction d'autres nécessités. Notre but est de nous appuyer sur ces progrès en amenant d'autres banques de développement multilatéral de*

développement à recourir davantage à la subvention. Nous allons aussi mettre les universités, les organisations sans but lucratif et le secteur privé au défi d'égaliser les efforts des pouvoirs publics par l'octroi de subventions à l'appui de projets de développement porteurs de résultats.

- *Ouvrir les sociétés au commerce et à l'investissement.* Les véritables moteurs de la croissance économique s'appellent commerce et investissement. Même si l'aide publique augmente, l'essentiel de l'argent requis pour le développement doit provenir des échanges commerciaux, du capital national et de l'investissement étranger. Une stratégie probante doit viser aussi à une expansion de ces flux monétaires. La liberté des marchés et du commerce sont des priorités clés de notre stratégie en matière de sécurité nationale.
- *Assurer la santé publique.* La crise qui frappe la santé publique dans les pays pauvres est d'une envergure colossale. Dans les nations frappées par des épidémies et des pandémies comme le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, la croissance et le développement seront menacés à moins que l'on puisse endiguer ces fléaux. Les ressources du monde développé sont nécessaires mais ne seront probantes qu'avec un mode de gouvernement honnête qui soutienne la menée de programmes de prévention et veille à l'établissement d'une infrastructure locale efficace. Les Etats-Unis sont un solide partisan du nouveau fonds mondial pour le VIH/SIDA que le Secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan, a mis sur pied et de son axe d'intervention qui est de combiner prévention et vaste stratégie de traitement et de soins. D'ores et déjà, les Etats-Unis contribuent, en termes de crédits, plus du double à ces efforts que le bailleur de fonds arrivant en deuxième position. Si ce fonds mondial tient ses promesses, nous serons prêts à l'alimenter encore davantage.
- *Privilégier l'enseignement.* L'alphabétisation et l'acquisition du savoir sont les fondements de la démocratie et du développement. Or, 7 % seulement des ressources de la Banque mondiale sont alloués à l'enseignement. Il faut que cette part augmente. Les Etats-Unis vont accroître leur propre enveloppe à l'aide à l'éducation de 20 % au moins, en mettant l'accent sur l'amélioration de l'enseignement de base et la formation des maîtres en Afrique. Les Etats-Unis peuvent aussi apporter les technologies de l'information à ces sociétés dont bien des systèmes éducatifs ont été dévastés par le VIH/SIDA.

- *Poursuivre l'aide à l'essor de l'agriculture.* Les nouvelles technologies, dont les biotechnologies, recèlent un potentiel énorme pour améliorer les rendements dans les pays en développement, tout en réduisant l'usage des pesticides et la consommation d'eau. Dans le respect de solides critères scientifiques, les Etats-Unis devraient agir de manière à faire profiter de ces avantages les 800 millions de personnes – dont 300 millions d'enfants – qui continuent à souffrir de faim et de malnutrition.

VIII. DRESSER UN ORDRE DU JOUR POUR ENTREPRENDRE DES ACTIONS EN COOPERATION AVEC LES AUTRES GRANDS POLES DE PUISSANCE MONDIALE

« Nous avons devant nous la meilleure chance, depuis l'avènement de l'Etat-nation au XVIIe siècle, de bâtir un monde où les grandes puissances se mesurent dans la paix et non aux fins de préparer la guerre ».

PRESIDENT BUSH
WEST POINT, NEW YORK
1^{ER} JUIN 2002

Les Etats-Unis d'Amérique appliqueront leurs stratégies en organisant de larges coalitions de nations – dans les limites de la commodité – qui sont capables et désireuses d'encourager un équilibre des pouvoirs propice à la liberté. Pour bien diriger une coalition, il faut fixer des priorités claires, apprécier les intérêts des autres et consulter systématiquement ses partenaires avec humilité.

Il y a peu de choses, dont les conséquences s'inscrivent dans la durée, que les Etats-Unis soient en mesure d'accomplir dans le monde sans la coopération soutenue de leurs alliés et de leurs amis au Canada et en Europe. L'Europe est aussi le siège de deux des institutions internationales les plus solides et les plus capables dans le monde : l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) qui, depuis sa naissance, est le pivot de la sécurité transatlantique et inter-européenne et l'Union européenne (UE), notre partenaire pour libéraliser les échanges commerciaux dans le monde.

Les attentats du 11 septembre ont aussi été une attaque contre l'OTAN, ainsi que l'organisation l'a elle-même reconnu lorsqu'elle a, pour la première fois, invoqué la clause d'autodéfense de l'article V de sa charte. La mission centrale de l'OTAN – défense collective de l'alliance transatlantique des démocraties – perdue mais l'organisation doit développer de nouvelles structures et capacités en vue d'accomplir sa mission dans des circonstances nouvelles. L'OTAN doit se doter de moyens pour pouvoir déployer, sans beaucoup de préavis,

des forces entraînées extrêmement mobiles et spécialement entraînées, où le besoin se fait sentir, afin de riposter à une menace dirigée contre n'importe quel membre de l'alliance.

L'alliance doit être capable d'agir où que nos intérêts se trouvent menacés, en créant des coalitions au titre du propre mandat de l'OTAN et aussi contribuer à l'élaboration de coalitions mises sur pied pour une mission donnée. Pour ce faire, il nous faut :

- élargir l'admission dans l'OTAN aux nations démocratiques désireuses et capables de partager le fardeau à porter pour défendre et promouvoir nos intérêts communs,
- veiller à ce que les forces militaires des nations de l'OTAN apportent une contribution appropriée de combat, dans une guerre de coalition,
- engager des processus de planification pour que ces contributions se concrétisent en forces de combat multinationales probantes,
- tirer parti des percées techniques et des économies d'échelle dans nos dépenses militaires en vue de transformer les forces militaires de l'OTAN de sorte qu'elles puissent dominer des agresseurs potentiels et réduire nos vulnérabilités,
- rationaliser et augmenter la flexibilité des structures de commandement pour répondre à de nouvelles exigences opérationnelles et aux impératifs concomitants d'entraînement, d'intégration et d'expérimentation avec les nouvelles configurations de force, et
- conserver la capacité de travailler et de combattre ensemble en tant qu'alliés tout en prenant des mesures aux fins de transformer et de moderniser nos forces.

Si l'OTAN parvient à instituer ces changements, la récompense sera un partenariat aussi central pour la sécurité et les intérêts de ses Etats membres que ce fut le cas pendant la Guerre froide. Nous allons nourrir une optique commune des dangers qui menacent nos sociétés et améliorer notre capacité à prendre des actions de concert pour la défense de nos nations et de nos intérêts. Dans le même temps, nous saluons les efforts menés par nos alliés européens pour se forger une identité plus vaste dans les domaines de la politique étrangère et de la défense au sein de l'UE et nous nous engageons à les consulter étroitement pour veiller à ce que ces

développements cadrent avec l'OTAN. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser passer l'occasion de mieux préparer la famille des démocraties transatlantiques aux défis à venir.

Les attentats du 11 septembre ont galvanisé les alliances des Etats-Unis d'Amérique avec l'Asie. L'Australie a invoqué le traité d'Anzus pour déclarer le 11 septembre comme une attaque contre l'Australie proprement dite, après avoir pris la décision historique de détacher l'un des contingents de combat les meilleurs du monde pour l'opération « Enduring Freedom ». Le Japon et la République de Corée ont apporté un soutien militaire logistique d'une ampleur sans précédent quelques semaines seulement après l'attentat terroriste. Nous avons approfondi notre coopération dans le contre-terrorisme avec nos partenaires de l'alliance en Thaïlande et aux Philippines et reçu un appui précieux d'amis proches comme Singapour et la Nouvelle-Zélande.

La guerre contre le terrorisme a prouvé que les alliances des Etats-Unis d'Amérique en Asie sous-tendent non seulement la paix et la stabilité de la région mais sont aussi souples et prêtes à affronter de nouveaux défis. Dans le but de perfectionner nos alliances et nos amitiés en Asie, voici ce que nous prévoyons :

- nous escomptons que le Japon continue de se forger un rôle directeur dans les affaires de la région et du monde compte tenu de nos intérêts communs, de nos valeurs communes et de notre étroite coopération dans les domaines de la défense et de la diplomatie,
- nous collaborerons avec la Corée du sud pour rester vigilant vis-à-vis de la Corée du nord tout en préparant notre alliance à faire les contributions requises pour une stabilité plus large de la région à plus longue échéance,
- nous nous appuierons sur 50 ans de coopération au sein de l'Alliance Etats-Unis – Australie pour oeuvrer de concert au règlement de problèmes régionaux et mondiaux – comme nous l'avons si souvent fait de la bataille de Coral Sea à Tora Bora,
- nous conserverons des forces dans la région qui reflètent les engagement pris vis-à-vis de nos alliés, nos impératifs, nos avancées technologiques et l'environnement stratégique, et
- nous nous appuierons sur la stabilité qui résulte de ces alliances ainsi que par sur des institutions comme l'ANASE et le forum de coopération économique Asie-Pacifique aux fins

d'élaborer un éventail de stratégies régionales et bilatérales propres à gérer le changement dans cette région dynamique.

Nous sommes conscients du risque de relance des anciens profils de concurrence entre grandes puissances. Plusieurs grandes puissances potentiels se trouvent aujourd'hui aux prises avec une transition interne – les plus importants étant la Russie, l'Inde et la Chine. Dans chacun de ces trois cas, les développements récents nous encouragent à espérer qu'un consensus véritablement mondial sur des principes de base est en train, lentement, d'émerger.

S'agissant de la Russie, nous sommes déjà en train de nouer une nouvelle relation stratégique reposant sur une réalité centrale du XXI^e siècle : les Etats-Unis et la Russie ont cessé d'être des adversaires stratégiques. Le traité de Moscou sur les réductions stratégiques est emblématique de cette nouvelle réalité et reflète le changement crucial de position chez les Russes qui promet de déboucher sur l'établissement de rapports productifs et à long terme avec la communauté euro-atlantique et les Etats-Unis. Les hauts dirigeants russes ont, avec réalisme, évalué les points faibles actuels de leurs pays ainsi que les mesures à prendre, sur le plan interne et externe, en vue d'y remédier. Ils comprennent de plus en plus que les formules de la Guerre froide ne servent pas leurs intérêts nationaux et qu'il y a chevauchement des intérêts stratégiques russes et américains dans bien des domaines.

La politique des Etats-Unis est de chercher à se servir de ce tournant dans la réflexion russe pour recentrer nos rapports sur des intérêts et des défis communs émergents et potentiels. Nous sommes en train d'élargir notre coopération déjà large dans la lutte mondiale contre le terrorisme. Nous sommes en train de faciliter l'entrée de la Russie dans l'Organisation mondiale du commerce, sans abaisser les critères d'adhésion, dans le but de promouvoir l'établissement de rapports bilatéraux bénéfiques de commerce et d'investissement. Nous avons créé le Conseil OTAN-Russie dans l'esprit de consolider la coopération dans le domaine de la sécurité entre la Russie, nos alliés européens et nous-mêmes. Nous continuerons à encourager l'indépendance et la stabilité des Etats de l'ancienne Union soviétique convaincus que des voisins prospères et stables renforceront l'engagement croissant de la Russie en faveur de l'intégration dans la communauté euro-atlantique.

Dans le même temps, nous sommes réalistes quant aux différences qui continuent à nous séparer de la Russie ainsi que du temps et des efforts qu'il faudra pour bâtir un partenariat stratégique durable. La méfiance que continue à inspirer nos mobiles et notre politique auprès de

certains dirigeants russes clés ralentit l'amélioration de nos relations. L'engagement inégal pris par la Russie vis-à-vis de la défense des valeurs démocratiques de base reposant sur l'économie de marché ainsi que les résultats douteux de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive restent des sujets de grande préoccupation. Les faiblesses mêmes de la Russie limitent les créneaux de coopération. Il reste que ces perspectives sont très nettement plus vastes que celles de ces dernières années – voire décennies.

Les Etats-Unis ont engagé une transformation de leurs rapports bilatéraux avec l'Inde convaincus que la défense de leurs intérêts exige un renforcement de cette relation. Nous sommes les deux plus grandes démocraties du monde, attachées à une liberté politique que protège un gouvernement représentatif de ses administrés. L'Inde s'oriente également vers une plus grande liberté de son économie. Nous avons tous deux intérêt à promouvoir le libre flux des échanges, y compris par les voies maritimes vitales de l'océan Indien. Enfin, nous avons en commun l'intérêt de lutter contre le terrorisme et de créer une Asie stratégiquement stable.

Des différences persistent, notamment au sujet du développement des programmes d'armes nucléaires et de missiles indiens et du rythme des réformes économiques en Inde. Mais, alors que dans le passé ces craintes auraient pu dominer notre réflexion sur l'Inde, aujourd'hui, nous partons de l'optique d'une Inde qui est une puissance qui monte dans le monde avec laquelle nous partageons des intérêts stratégiques communs. Et c'est par le biais d'un solide partenariat avec l'Inde que nous pouvons, au mieux, régler toute divergence et façonner un avenir dynamique.

Les relations que les Etats-Unis entretiennent avec la Chine constituent un volet important de notre stratégie pour promouvoir une région Asie-Pacifique faite de stabilité, de paix et de prospérité. Nous nous réjouissons de l'émergence d'une Chine forte, pacifique et prospère. L'essor de la démocratie en Chine est crucial pour cet avenir. Or, un quart de siècle après avoir entamé le processus d'abandonner les pires traits de l'héritage communiste, les dirigeants chinois n'ont pas encore fait la série suivante de choix fondamentaux sur le caractère de leur régime. Dans la quête de se doter de capacités militaires de pointe qui peuvent menacer ses voisins dans la région Asie-Pacifique, la Chine suit une voie dépassée qui, en définitive, gênera sa propre recherche de grandeur nationale. Au fil du temps, la Chine s'apercevra que la liberté sociale et politique est la seule source de cette grandeur.

Les Etats-Unis recherchent des rapports constructifs avec une Chine en évolution. Nous coopérons d'ores et déjà bien, là où nos intérêts se chevauchent, notamment dans la guerre actuelle contre le terrorisme et dans la promotion de la stabilité en péninsule de Corée. De même, nous avons coordonné nos vues sur l'avenir de l'Afghanistan et engagé un dialogue d'ensemble au sujet du contre-terrorisme et de sujets similaires en rapport avec la transition dans ce pays. Des dangers communs dans les domaines de la santé, comme l'extension du VIH/SIDA, et de l'environnement nous mettent au défi de protéger, de concert, le bien-être de nos citoyens.

Et contrer ces menaces transnationales mettra la Chine au défi de s'ouvrir davantage à l'information, de promouvoir l'essor de la société civile et d'accroître le respect des droits de la personne humaine. La Chine s'est engagée sur la voie de l'ouverture politique, pour autoriser bien des libertés aux personnes et mener des élections au niveau des villages mais elle reste fortement attachée à un régime national de parti unique, celui du parti communiste. Toutefois, pour que cette nation soit véritablement comptable de son devoir de répondre aux besoins et aux aspirations des citoyens, beaucoup de travail reste à faire. Ce n'est qu'en permettant au peuple chinois de réfléchir, de se réunir et de pratiquer sa religion dans la liberté que ce pays pourra atteindre son plein potentiel.

Nos rapports commerciaux importants tireront profit de l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du Commerce, ce qui ouvrira d'autres créneaux d'exportation et, en définitive, plus d'emplois pour les agriculteurs, les employés et les sociétés des Etats-Unis. La Chine est notre quatrième partenaire commercial en volume, avec plus de 100 milliards de dollars d'échanges par an. Le puissant impact des principes de marché ainsi que les exigences de transparence et de redevabilité imposées par l'OMC seront propices à l'ouverture et à la primauté du droit en Chine. Ils contribueront aussi à établir des protections de base au profit du commerce et des citoyens. Néanmoins, il existe des désaccords profonds dans d'autres domaines. Nous sommes attachés à l'autodéfense de Taiwan en vertu de la loi fédérale sur les relations avec ce pays. Les droits de la personne humaine en sont un autre. Nous escomptons que la Chine respecte ses engagements vis-à-vis de la non-prolifération. Nous nous emploierons à réduire les divergences là où elles existent sans les laisser exclure la coopération là où nous sommes d'accord.

Les événements du 11 septembre 2001 ont fondamentalement changé le contexte des relations entre les Etats-Unis et d'autres grands pôles de puissance mondiale et ouvert de vastes perspectives nouvelles. De concert avec nos alliés de longue date en Europe et en Asie, et de pair

avec les dirigeants de Russie, d'Inde et d'Asie, nous devons dresser un ordre du jour de coopération énergétique pour que ces rapports ne s'enfoncent pas dans la routine et restent productifs.

C'est un défi que chaque service de l'administration des Etats-Unis doit relever avec les autres. Nous pouvons prendre des habitudes fructueuses de consultation, de débat tranquille, d'analyse rigoureuse et d'actions prises en commun. A longue échéance, ce sont les pratiques qui nourriront la suprématie de nos principes communs et garderont ouverte la voie ouverte.

IX. TRANSFORMER LES INSTITUTIONS CHARGÉES DE LA SÉCURITÉ NATIONALE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE POUR LEUR PERMETTRE DE RELEVER LES DÉFIS DU XXI^E SIÈCLE ET DE TIRER PARTI DE CES PERSPECTIVES D'AVENIR

« Les terroristes ont attaqué un symbole de la prospérité américaine. Ils n'en ont pas touché la source. Les États-Unis d'Amérique réussissent à cause du labeur, de la créativité et de l'esprit d'entreprise de leur peuple ».

PRESIDENT BUSH

WASHINGTON (SEANCE DEVANT LES DEUX CHAMBRES DU CONGRES)

20 SEPTEMBRE 2001

Les grandes institutions chargées de la sécurité nationale des États-Unis ont été conçues à une époque différente pour répondre à des impératifs différents. Elles doivent toutes être transformées.

Il est temps de réaffirmer le rôle essentiel que joue la puissance militaire des États-Unis d'Amérique. Il nous faut bâtir et entretenir des défenses qui ne souffriront d'aucun défi. Notre priorité militaire la plus haute est de défendre les États-Unis. Pour le faire avec efficacité, nos armées doivent :

- constituer une assurance pour nos alliés et amis,
- dissuader une concurrence militaire future,
- dissuader les menaces dirigées contre les intérêts, les alliés et les amis des États-Unis, et,
- vaincre de manière décisive tout adversaire, si la dissuasion devait échouer.

La puissance hors pair des forces armées américaines, ainsi que leur présence en avant, ont permis de préserver la paix dans certaines des régions du monde les plus vitales sur le plan stratégique. Pourtant, les menaces et les ennemis qu'il nous faut affronter ont changé, ce qui doit aussi être le cas de nos forces armées. Une organisation militaire structurée en vue de dissuader d'énormes armées du temps de la Guerre froide doit être transformée pour s'axer davantage sur la

façon dont l'adversaire pourrait se battre et non plus sur le lieu et la date d'un conflit. Nous allons canaliser nos énergies dans le but de surmonter une foule de défis opérationnels.

La présence de forces armées américaines à l'étranger est l'un des symboles les plus solides de l'engagement pris par les Etats-Unis envers ses alliés et amis. Par notre volonté de recourir à la force dans le but de nous protéger nous-mêmes et d'autres, les Etats-Unis prouvent leur détermination à préserver un équilibre des pouvoirs propice à la liberté. Pour lever l'incertitude et relever les nombreux défis de sécurité auxquels ils font face, les Etats-Unis auront besoin de bases et de stations au sein de l'Europe de l'ouest et de l'Asie du nord-est et au-delà, ainsi que d'établir des arrangements d'accès temporaire pour le déploiement lointain de forces armées.

Avant que la guerre n'éclate en Afghanistan, cette région figurait en bas de la liste des grandes urgences de planification. Or, en très peu de temps, il nous a fallu intervenir de long en large de cette nation éloignée, en s'appuyant sur chacun de nos corps d'armée. Nous devons nous préparer à d'autres déploiements de ce type en nous dotant de moyens tels que la télédétection de pointe, les capacités de frappe de précision à longue portée et la constitution de forces de manœuvre et corps d'expédition transformés. Cette vaste panoplie de moyens militaires doit également inclure la capacité de défendre le territoire national, de mener des opérations d'information, de veiller, d'une part, à assurer l'accès des Etats-Unis en théâtre éloigné et, d'autre part, de protéger infrastructure et les actifs d'importance cruciale de notre pays dans l'espace.

L'innovation au sein des forces armées reposera sur l'expérimentation de nouvelles approches de guerre, le renforcement des opérations conjointes, la mise à profit des avantages dont disposent les Etats-Unis dans le renseignement et de la mise à contribution pleine et entière des découvertes scientifiques et des innovations technologiques. Nous devons aussi transformer le mode de fonctionnement du ministère de la Défense, tout particulièrement dans les domaines de la gestion financière, du recrutement et de la rétention des effectifs. Enfin, tout en maintenant notre état de quasi-préparation au combat et nos capacités de lutte contre le terrorisme, le but doit être de fournir au Président un éventail d'options militaires plus large aux fins de décourager l'agression ou toute forme de coercition dirigée contre les Etats-Unis, nos alliés et nos amis.

L'histoire nous apprend que la dissuasion n'aboutit pas toujours et l'expérience nous dit que certains ennemis camperont sur leurs positions. Les Etats-Unis doivent – et s'engagent donc – à conserver les moyens de vaincre toute tentative ennemie – qu'elle émane d'un Etat ou d'un autre

acteur – à lui imposer sa volonté, ou à l'imposer à ses alliés et amis. Nous allons entretenir des forces armées suffisantes pour honorer nos obligations et défendre la liberté. Nos forces seront suffisamment fortes pour dissuader d'éventuels adversaires d'accumuler un arsenal militaire dans l'espoir de surpasser, ou d'égaliser la puissance des Etats-Unis.

Le renseignement – et la façon dont nous l'employons – est notre première ligne de défense contre les terroristes et la menace que posent les Etats hostiles. Conçue en fonction de la priorité de collecter une foule d'informations sur une entité massive et fixe – le bloc soviétique – la communauté du renseignement est aux prises avec le défi de suivre un jeu beaucoup plus complexe et fuyant de cibles.

Nous devons transformer nos capacités de renseignement et en acquérir de nouvelles pour garder le rythme avec ces menaces. Le renseignement doit être correctement intégré à nos systèmes de défense et de police et coordonné avec ceux de nos alliés et amis. Nous devons protéger les capacités dont nous disposons afin de ne pas armer nos ennemis avec la connaissance des meilleurs moyens de nous surprendre. Ceux qui nous porteraient préjudice cherchent aussi à s'octroyer l'élément de surprise pour limiter nos options de prévention et de riposte et nous infliger le plus grand mal.

Nous devons renforcer l'alerte par voie de renseignement et son analyse pour en tirer une évaluation intégrée de la menace destinée à la sécurité nationale et intérieure. Puisque les menaces dirigées à l'instigation de gouvernements et de groupes étrangers pourraient être exécutées de l'intérieur des Etats-Unis, nous devons aussi veiller à fondre correctement les informations provenant du renseignement et de la police.

Dans ce domaine, nous entreprendrons notamment les initiatives suivantes :

- renforcer l'autorité du directeur de notre centrale de renseignements chargé de diriger le développement de ce secteur ainsi les actions de nos moyens de renseignement à l'étranger,
- dresser un nouveau cadre pour l'alerte par voie de renseignement pour assurer une mise en garde intégrée et sans à-coups au sujet de tout l'éventail de menaces auquel notre pays et ses alliés font face,

- continuer à élaborer de nouvelles méthodes de recueil d'informations pour conserver notre avantage dans le domaine du renseignement,
- investir dans des capacités d'avenir tout en nous attachant à protéger nos moyens actuels par des efforts plus vigoureux qui empêcheront de mettre à mal nos moyens de renseignement, et
- recueillir du renseignement sur le danger terroriste de tous nos services, par une analyse de toutes les sources.

Si le gouvernement des Etats-Unis se fie à ses forces armées pour défendre les intérêts nationaux, il doit tabler sur la diplomatie dans ses interactions avec les autres pays. Nous ferons en sorte que le département d'Etat reçoive un financement suffisant pour assurer le succès de la diplomatie américaine. En effet, c'est le département d'Etat qui gère, au premier chef, nos relations bilatérales avec d'autres gouvernements. Et en cette ère nouvelle, ses effectifs et services doivent être capables de traiter avec autant de finesse avec les organisations non gouvernementales et les institutions internationales. Les responsables rompus principalement aux rouages de la politique internationale doivent aussi étendre leur champ de compétences à la compréhension de questions complexes de gouvernance nationale à travers le monde, dont santé publique, enseignement, police, pouvoir judiciaire et diplomatie publique.

Nos diplomates sont aux avant-postes de négociations complexes, de guerres civiles et d'autres catastrophes humanitaires. Au fur et à mesure que l'on cerne mieux les impératifs humanitaires, nous devons aussi être mieux armés pour contribuer à établir des forces de police, un réseau de tribunaux et de codes juridiques, des organes de gouvernement local et départemental ainsi que des systèmes électoraux. Pour cela, il faut une coopération internationale efficace que viendra épauler la volonté des Etats-Unis de jouer leur rôle.

Tout comme nos institutions diplomatiques doivent s'adapter afin de pouvoir établir le contact avec les autres, nous avons aussi besoin de modifier notre approche et de l'élargir en matière d'information publique afin d'aider les personnes, à travers le monde, à connaître et à comprendre les Etats-Unis d'Amérique. La guerre contre le terrorisme n'est pas un choc de civilisations. Cette guerre met toutefois au jour la survenue d'un choc au sein d'une civilisation, une lutte pour l'avenir

du monde musulman. C'est un combat d'idées et un domaine où les Etats-Unis d'Amérique se doivent d'exceller.

Nous prendrons les mesures requises pour faire en sorte que les efforts que nous déployons pour honorer nos engagements de sécurité mondiale et protéger les Américains ne soient pas compromis par le risque d'investigations, de demandes d'information ou de poursuites engagées par la Cour pénale internationale (CPI), dont le domaine de compétences ne s'étend pas aux Américains et que nous n'acceptons pas. Nous collaborerons avec d'autres nations aux fins d'éviter des complications dans nos opérations et notre coopération militaires, par le biais de mécanismes comme les accords multilatéraux et bilatéraux qui mettent les ressortissants des Etats-Unis hors de portée de la TPI. Nous allons pleinement mettre en œuvre les dispositions de la loi fédérale relative à la protection des Américains sous les drapeaux, lesquelles ont pour but de veiller à la protection du personnel et des responsables américains et de l'augmenter.

Au cours de l'année à venir et au-delà, nous devons faire des choix difficiles pour pouvoir parvenir à l'enveloppe de crédits et à l'affectation convenable des dépenses publiques consacrées à la sécurité nationale. Le gouvernement des Etats-Unis doit renforcer ses défenses aux fins de gagner cette guerre. Sur le plan intérieur, notre priorité la plus importante est de protéger le territoire national pour le peuple américain.

Aujourd'hui, la distinction entre affaires nationales et affaires étrangères s'estompe. A l'ère de la mondialisation, un événement qui se produit hors des frontières des Etats-Unis d'Amérique peut avoir un impact plus net sur notre territoire. Notre société doit être ouverte aux personnes, aux idées et aux marchandises provenant du monde entier. Les éléments qui nous sont les plus chers – notre liberté, nos villes, nos systèmes de déplacement et la vie moderne sont vulnérables au terrorisme. Cette vulnérabilité va perdurer bien après que nous remettons à la justice les personnes responsables des attentats du 11 septembre. Au fil du temps, d'aucuns pourront gagner accès à des moyens de destruction qui, jusqu'à présent, n'étaient que du ressort des armées de terre, des flottes navales et des escadrons aériens. C'est une situation de vie nouvelle. Nous nous y ajusterons et gagnerons en force – malgré elle.

Dans l'exercice de notre rôle directeur, nous nous engageons à respecter les valeurs, les appréciations et les intérêts de nos amis et de nos partenaires. Pourtant, nous serons préparés à agir séparément lorsque nos intérêts et nos responsabilités particulières le dicteront. Lorsque nous

serons en désaccord sur des points donnés, nous expliquerons ouvertement nos préoccupations et nous nous efforcerons d'élaborer une alternative fiable. Nous ne laisserons pas ces désaccords occulter notre détermination à défendre, de concert avec nos alliés et nos amis, les intérêts et les valeurs de fond que nous partageons.

En définitive, la force des Etats-Unis d'Amérique trouve son fondement au sein de la nation. Elle puise sa source dans les qualifications de notre peuple, le dynamisme de notre économie et la faculté de durer de nos institutions. Une société plurielle et moderne recèle en elle une énergie intrinsèque, ambitieuse aux fins d'entreprendre des projets. Notre force vient de ce que nous faisons de cette énergie. Et c'est à ce point que commence la sécurité de notre nation.